

# Panorama des élections en Euzkadi 2/2

Category: Arguments et analyses

écrit par jmfouquer | 18 février 2024

*Voici la deuxième partie de l'article sur l'évolution des rapports de force entre partis politiques au sein de la société basque. C'est la suite de l'article (traduit en français) de Petxo Idoiaga paru sur le site de Viento Sur.*

## Panorama politique des élections en Euzkadi 2/2

Par *François Cassarieu* et *Richard Neuville*, le 17 février 2024

---

### PNV et EH Bildu, entre pactes mutuels et compétition électorale (suite)

Par *Petxo Idoiaga*, publié sur le site *Viento Sur* le 10 février 2024

*EH Bildu aujourd'hui*



Logo EH

Bildu

*EH Bildu a été créé en tant que coalition de partis le 25 juin 2014. Mais c'est lors de son congrès de 2017*

qu'elle est devenue un parti dans lequel toutes les personnes enregistrées ont été organisées en structures de base communes et dotées d'organes de direction communs. Les partis restés en tant que tels à EH Bildu ont leur propre espace dans certaines prises de décision à travers le Bureau des partis, mais « la somme de ces représentants ne peut dépasser 50% du nombre total des membres de chaque direction ». L'activité politique principale des partis Sortu, Eusko Alkartasuna et Alternatiba est donc menée sous l'acronyme et la structure d'EH Bildu.

L'idée était de créer une dynamique de front large qui a donné de bons résultats. EH Bildu est composé de personnalités de la politique basque (Javier Madrazo – Conseiller du gouvernement d'Ibarretxe –, Genma Zabaleta – Conseiller du gouvernement de Patxi López – et d'autres) et d'individus, tantôt militants sociaux ou issus de partis de gauche, tantôt sans tradition idéologique ou militante similaire. Son poids électoral parmi les travailleurs est notable, mais il reste peu attractif parmi les personnes immigrées, féminisées et racisées qui composent les classes sociales inférieures.

EH Bildu ne prétend pas être un parti de la gauche révolutionnaire, mais, comme l'indique son document politique, une organisation qui, dans la perspective d'une République commune à l'ensemble d'Euskal Herria, se base sur le souverainisme démocratique avec « le plein droit de décider pour chacune des trois zones administratives » (CAB, Navarre et Pays Basque sous administration française) et sur un programme démocratique radical, de protagonisme, de participation politique populaire et de forte référence sociale.

Mais le discours et la pratique actuels les plus visibles d'EH Bildu dans la CAB, ceux qui se

développent et s'imposent dans leurs actions au sein des institutions (bien que, heureusement, ils ne soient pas les seuls), produisent un écart notable avec cette déclaration politique. Le critère central : faire un pays, c'est-à-dire obtenir des pactes et des accords unitaires (avec le PNV en premier lieu, en acceptant le terrain de jeu fixé par ce dernier) et, en corollaire, établir une stratégie de simples « réformes d'amélioration » (mais pas d'alternative) aux projets et programmes du gouvernement de la CAB qui ne sont pas du tout radicaux.

Prenons l'exemple de ce que le PNV et EH Bildu considèrent comme la loi phare de la législature qui s'achève : la loi sur l'éducation. Le projet de cette loi, convenu avec le PNV, a été, jusqu'à la veille même de son approbation, non seulement soutenu, mais porté aux nues par EH Bildu, sous la houlette de Pello Otxandiano, son actuel candidat au poste de Lehendakari. Ce projet de loi maintenait dans son intégralité le modèle du système d'éducation duale au Pays Basque (50% d'écoles privées subventionnées), qui détermine la ségrégation scolaire croissante dans la Communauté Autonome Basque. À la dernière minute, EH Bildu n'a pas voté en faveur de la loi, parce qu'un accord entre le PNV et le Parti Socialiste incluait dans son introduction un amendement sur les modèles linguistiques, un amendement qui n'avait rien à voir avec la dualité de notre système éducatif. La position d'EH Bildu tout au long du processus d'élaboration de cette loi a été d'affirmer et de réaffirmer qu'il s'agissait d'une proposition nationale, même s'il s'agissait d'un artefact réactionnaire du dualisme social qui, en outre, arrangeait les écoles privées chrétiennes dans les structures de direction desquelles le PNV est hégémonique.

Un autre exemple est ce qui est désormais considéré comme la législation vedette, approuvée hier, le 8 février, parmi les quatre qui doivent être approuvées avant la fin de la législature : la loi sur la transition écologique et le changement climatique, promue par le gouvernement basque et soutenue par les groupes parlementaires du PNV, du parti socialiste et d'EH Bildu. Le 16 mai, le gouvernement basque a approuvé un premier projet de loi. Il est vrai qu'au cours du débat, ce projet de loi a inclus divers amendements de réforme présentés par EH Bildu qui en ont amélioré certains aspects. Mais il s'agit toujours d'une loi indéfinie, statuquo et insuffisante, inacceptable pour un environnementalisme radical et efficace, comme le veut l'urgence de faire face à la crise écologique actuelle. C'est une loi qui s'apparente au Green Deal, du capitalisme vert européen et d'un techno-optimisme effréné, tous deux proclamés par les pouvoirs économiques et politiques eux-mêmes.

Ce ne sont que deux exemples – et il y en a beaucoup d'autres – mais ils illustrent la logique du compromis et de la modération en tant que colonne vertébrale croissante de l'orientation politique d'EH Bildu dans les institutions de la CAB. Cerise sur le gâteau, Pello Otxandiano ne cesse de proposer au PNV et au Parti socialiste un accord pour que « le parti qui a le plus de voix gouverne », ce qui, en plus de ne pas être très démocratique dans ce régime parlementaire, est une auto-humiliation insensée qui renforce le « pacte de pays » du PNV contre l'engagement d'un programme d'alternative nationale, démocratique et sociale, à partir duquel, bien sûr, il y aurait de la place pour les pactes.

Heureusement, cette modération institutionnaliste n'est pas la seule pratiquée par EH Bildu, et encore moins

*par la gauche nationaliste, même si c'est celle qui se développe et gagne du terrain.*

*EH Bildu a, par exemple, fait une bonne opposition alternative – et ce n'est pas rien – à la loi budgétaire basque pour 2024, votée le 22 décembre 2023. Et la décision de favoriser (en s'abstenant) les budgets de la Communauté autonome de Navarre a été une bonne décision, car il était essentiel – comme l'a fait valoir EH Bildu – de faire barrage à la droite. Le même argument devrait être utilisé pour comprendre sa position au Congrès des députés. D'autre part, il a maintenu et continue de poursuivre une bonne politique dans la plupart des mairies qu'il gouverne et dans celles où il est dans l'opposition.*

*La gauche nationaliste, soutien hégémonique d'EH Bildu, est une communauté décisive dans presque toutes les dynamiques de résistance sociale. C'est le syndicat LAB dans le monde du travail, c'est Euskal Herriko Bilgune Feminista (Rassemblement féministe du Pays Basque) et d'autres de ses organisations sociales ainsi que des personnes de la gauche nationaliste très actives dans les dynamiques sociales de l'écologie, de l'internationalisme, de l'anti-xénophobie, de la culture, de l'anti-répression, de la solidarité, dans le large mouvement des retraités et bien d'autres encore. Le 7 février dernier, LAB a présenté une analyse et un engagement à agir sur la répartition de l'emploi, des soins et de la richesse afin de faire face à la dualité sociale croissante dans de larges secteurs de la société basque. Il s'agit d'une priorité juste et nécessaire à l'heure actuelle. Mais ce n'est pas, bien sûr, une perspective de grand poids dans l'orientation électoraliste modérée d'EH Bildu. Elle devrait l'être.*

## *Elkarrekin Podemos et Sumar*



Logo Elkarrekin  
Podemos

---

# Sumar

Logo de

Sumar

*Suite à la (il)logique rivalité sectaire qui domine leurs relations en Espagne et à la décision de Sumar de présenter sa propre candidature en concurrence avec Podemos aux élections régionales basques, il semble que la division sera définitive.*

*Porté par la dynamique électorale de Podemos dans l'ensemble de l'Espagne après le 15-M, lors des élections de 2016 à la Chambre des députés, Podemos a été la force la plus votée dans la CAB : 29,28% des voix (PNV 25,03% et EH Bildu 13,37%). Lors des élections au Parlement basque la même année, il a obtenu 14,86 % des voix et 11 sièges. Lors des élections au Parlement basque de 2020, la chute a été très importante, mais il a obtenu au moins 8,05 % des voix et 6 sièges, ce qui correspond à sa situation actuelle.*

*Le sondage EITB donne 5 sièges dans le cas d'une coalition unique, et 2 à Elkarrekin Podemos et 1 à Sumar dans le cas d'une coalition séparée, ce qui présage malheureusement, et même au-delà de l'activité au Parlement basque, un requiescat in pace pour leur espace politique, même si les deux formations espèrent que cela ne se produira pas.*

### **Mouvement socialiste**

*En décembre dernier, le parti Euskal Herriko Kontseilu Sozialista (EHKS – Conseil socialiste du Pays basque) a été présenté à Eibar (Gipuzkoa). Il a été créé à partir des différentes organisations de ce que l'on appelle le Mugimendu Sozialista (Mouvement socialiste), issu de la Gazte Koordinadora Sozialista (GKS – Coordination de la jeunesse socialiste), née il y a cinq ans (surtout, mais pas seulement) de la rupture avec la gauche nationaliste du syndicat étudiant majoritaire, l'Ikasle Abertzaleak.*



Logo du Euskal Herriko Kontseilu Sozialista (Conseil socialiste du Pays basque)

*L'EHKS s'organise dans tous les secteurs sociaux en dehors des organisations existantes et des mobilisations promues par celles-ci. Et, dans tous les*

cas, ses revendications visent exclusivement le prolétariat, comme ils l'expliquent catégoriquement : « Notre processus d'autodétermination se distingue clairement de ceux qui ont été proposés jusqu'à présent. Nous proposons qu'il s'agisse d'une autodétermination de classe et non d'une autodétermination interclasse, c'est-à-dire que la décision d'autodétermination soit proposée au prolétariat basque ». Ou encore, sa dissociation des mouvements féministes : la différence « est l'exigence d'un programme de libération des femmes travailleuses. Aujourd'hui, la plupart des programmes féministes sont dominés par les problèmes des femmes de la classe moyenne ».

Ils critiquent et rejettent les « partis institutionnels » (y compris EH Bildu), raison pour laquelle ils ne participeront pas aux élections autonomes, mais ils laissent entendre que si, un jour, « nous participons aux élections, nous le ferons pour approfondir la stratégie communiste ».

Quelque 1 500 personnes (principalement des jeunes) ont participé à la présentation de l'EHKS à Eibar et ce mouvement a fait preuve d'une très forte présence organisée lors de ses réunions annuelles ou des manifestations de Bilbao et d'Iruñea en 2022 et 2023. Malgré son sectarisme et son paléo-communisme hyperbolique, il s'agit donc d'un mouvement de gauche important dans la politique basque actuelle et future.

Article d'origine : *Elecciones al Parlamento Vasco*

« PNV y EH Bildu, entre pactos mutuos y competencia electoral », Petxo Idoiaga, 10/Fe b/2024 :

<https://vientosur.info/estrategias-partidarias/>

Traduction de DeepL <https://www.deepl.com>, révisée par RN

**Pour lire la première partie de l'article sur le [Panorama politique des élections en Euzkadi 1/2](#)**